

## MAROC / POLITIQUE

Comment gouverner avec la minorité absolue ?

*S'interroger sur l'avenir du gouvernement de Abbas El Fassi est déjà un faux problème. D'abord est-ce vraiment le gouvernement de Abbas El Fassi?*

Par Hakim Arif (Casablanca)



Hakim Arif

Les élections qui ont eu lieu le 7 septembre ont montré, avec ce taux de participation désespérément bas, que les Marocains ne voulaient rien savoir. Ils étaient un peu plus de 5 millions à s'exprimer dont 1,5 millions pas du contents de toutes les formations en "compétition".

D'ailleurs aux 15 millions d'inscrits, il faudrait ajouter quelque 3 millions qui n'ont déjà pas estimé utile de participer au processus. Au final, nous avons un gouvernement et un parlement chargés par un peu plus de 4 millions de Marocains de gouverner et de légiférer. En réalité, le véritable taux de participation dépasse à peine 20%. Le gouvernement, avec toutes ses composantes, l'Union socialiste des forces populaires (USFP), le Rassemblement national des indépendants (RNI), le Parti du progrès et du socialisme (PPS) et bien sûr le chef de file, le Parti de l'Istiqlal va donc gouverner avec le mandat de moins de 10% de la population en âge de voter. D'où son extrême fragilité.

**UN GOUVERNEMENT DÉSESPÉRÉMENT FRAGILE**

Une fragilité qui a d'ailleurs été si bien exploitée par la monarchie qui a imposé des ministres sans appartenance politique en plus grand nombre. D'un point de vue mathématique, il n'y a rien à redire à cette décision. Toutefois, vue d'un point de vue politique démocratique, la démarche ne laisse pas d'étonner. Avant les élections, plusieurs commentaires ont critiqué les ministres de souveraineté, aujourd'hui, on a un autre concept, les ministres sans appartenance politique.

Bien sûr ce n'est qu'une façon de dire la même la même chose. Si, à la rigueur (une rigueur vraiment imparable), on peut admettre qu'il y ait des ministres sans appartenance politique, ce qui est normal pour un gouvernement qui n'a pas la majorité au Parlement, il est plus difficile de supporter cette manière bien marocaine

de faire transiter des ministres sans lien politique par des partis. C'est ainsi que le RNI est devenu en fait, la boutique de ministrabilisation des agents proches du pouvoir. Aucun de ses ministres n'est reconnu pour son militantisme ni par aucune autre action. Ils étaient ministrables, il leur manquait le pavillon partisan, on le leur a fourni. L'affaire s'arrête là. Le Maroc a donc établi une nouvelle tradition. Si le premier gouvernement d'alternance avait refusé la démarche, et si le gouvernement Jettou avait poursuivi, sur ce refus, il est clair qu'on n'en serait pas là aujourd'hui, à discuter d'un gouvernement hybride.

**LA MAIN DU PALAIS**

Plus encore, même les ministres partisans, ont été choisis par les conseillers du Roi qui ont établi la liste finale. Comment dans ce cas parler de gouvernement Abbas El Fassi. Si c'est pour faire comme les Occidentaux, il n'y a pas de mal à cela. mais les choses sont autrement plus déconcertantes. Abbas El Fassi, le Premier ministre affirme qu'il a fait campagne sur les projets du Roi, aujourd'hui, il affirme encore que "son" gouvernement va appliquer les directives royales. Le patron de l'USFP, Mohamed El yazghy a dit devant ses partisans que son poste de ministre d'Etat a été voulu par le Roi...etc.

Bref, il s'agit encore une fois d'un "gouvernement de Sa majesté le Roi". De ce point de vue, le Maroc n'a pas du tout changé.

C'est dans ce contexte qu'on va s'interroger sur l'avenir du gouvernement du 7 septembre (c'est l'appellation la plus adéquate, puisqu'elle rappelle aussi, qu'il n'est pas majoritaire). Est-ce qu'il va durer? est-ce qu'il va réussir ?

**EL HIMMA À LA RESCOUSSE**

Est-ce qu'il va durer ? Il n'aurait même pas pu commencer si le groupe de l'ancien ministre d'Etat à l'Intérieur Ali Al Himma ne lui avait apporté son soutien. Le refus de participation du Mouvement populaire a enlevé des voix au gouvernement. Il en ressort qu'aujourd'hui, l'homme le plus fort, n'est pas Abbas El Fassi, mais Fouad Ali Al Himma qui après avoir constitué son groupe est devenu, le maître du jeu. Il tient entre ses mains, Abbas El Fassi. De son groupe dépendront tous les votes. De ce fait aussi, il a réussi à ses constituer en tant que gardien de la politique royale. Il peut tout autoriser et tout empêcher.

Abbas El Fassi peut durer jusqu'au terme de son mandat, il n'y a plus aucune opposition à cela. Son parti répète à chaque occasion qu'il exécute les volontés royales. C'est un premier ministre de souveraineté, certes. Mais, le Palais a cru bon de se prémunir contre toute "trahison" qui pourrait venir du gouvernement. D'où l'apport stratégique du groupe de l'ancien ministre d'Etat à l'Intérieur.

Du point de vue politique, il n'existe pas de menace sérieuse sur le gouvernement de "Abbas El Fassi". S'il applique les directives royales, il sera tranquille.

**LE CIEL S'EN MÊLE !**

Le danger viendra certainement de la sphère économique. Plusieurs indicateurs font craindre le pire. Les prix du pétrole atteignent des sommets et les experts internationaux prédisent qu'ils atteindront voir même dépasseront 100 dollars en 2008. Des craintes pèsent sur la campagne agricole présente qui a besoin de pluies qui tardent encore à arriver.

Sur le plan de l'investissement direct étranger, les pays émergents (Chine, Inde, Mexique, Brésil) concentrent le plus gros des capitaux ne laissant que des miettes aux autres pays en voie de développement. Les industries marocaines n'ont jamais pu convaincre les marchés internationaux qui exigent beaucoup plus d'innovations et de qualité. L'économie marocaine continue de compter sur le tourisme, les transferts des Marocains résidant à l'étranger et des recettes de l'Office chérifien des phosphates, autant de sources de plus en plus fragiles de devises.

Par ailleurs, les taux anormalement élevés d'analphabétisme et de pauvreté obligeront le gouvernement à des sacrifices sociaux obligatoires aux dépens d'une politique d'investissements productifs. Les partis participant au gouvernement avaient tous promis de résoudre les problèmes du pays (chômage, pauvreté, santé, enseignement), or, dans une échéance de cinq ans, les réformes majeures semblent impossibles à mettre en place. L'USFP avait promis une allocation monétaire aux familles les moins favorisées, un SMIG à 3.000 DH et un impôt sur la fortune. La répartition des portefeuilles lui a donné l'emploi, comme elle a chargé Nouzha Skalli du parti progressiste PPS du développement social. Pourront-ils tenir leurs promesses. De la réponse à cette question dépendront les élections de 2012.

Hakim Arif (Casablanca-Maroc) pour  
Maghreb Canada Express



Commission  
scolaire  
de Montréal

Pour nos enfants  
Pour une école équitable  
Votez

**Mostafa Ben Kirane**

Mouvement équité

Circonscription Villeray - Parc Extension

Info: 514 278 6129